



### Un soulagement pas un blanc seing

Europe Écologie Les Verts prend acte de l'élection d'Emmanuel Macron et félicite le nouveau Président de la République pour sa victoire.

Les écologistes se réjouissent de la large défaite du Front national et de Marine Le Pen. Cette défaite sans appel de l'extrême-droite est un soulagement pour la démocratie. Pour autant, la progression continue du Front national ces dernières années et jusqu'à ce second tour, malgré les affaires, nous rappelle que la classe politique n'a pas su répondre aux attentes de la population. Le nombre élevé de votes blancs et nuls montre l'insatisfaction d'une grande partie de l'électorat.

Au premier comme au second tour, c'est par défaut qu'à été élu Emmanuel Macron, au bénéfice d'un climat de défiance et de l'injonction à un vote prétendument utile dès le premier tour. Élu par rejet et non sur son projet, il n'a pas mandat pour mener la politique de destruction sociale et d'indifférence environnementale qu'il prétend mener.

Les écologistes en appellent à un sursaut démocratique du nouveau président et lui rappellent que son score impose une écoute soutenue des Français-es : en 2002 Chirac a fait l'erreur de ne pas écouter cette France qui a voté contre le Front national. Il est important qu'Emmanuel Macron ne répète pas les erreurs du passé. Ce sera à la majorité parlementaire de déterminer l'orientation du gouvernement.

Dans ce moment d'incertitudes, les élections législatives seront importantes pour l'avenir de la France. Les écologistes forment le vœu que puisse se mettre en place une majorité écologiste et sociale pour mettre en place une politique qui réponde aux questions et aux problèmes des Français-e-s et dont la France et l'Europe ont besoin.

Pour cela, il faut rassembler celles et ceux qui ont fait campagne autour de l'écologie, de la justice sociale, du renouvellement de la démocratie, et de la réorientation de l'Europe.

*Julien Bayou et Sandra Regol, porte-parole nationaux*

## Réaction à la composition du gouvernement

Le Secrétaire général de l'Élysée a annoncé aujourd'hui la composition du nouveau gouvernement, à rebours des engagements pris par le candidat Macron. Europe Écologie Les Verts constate que de nombreuses promesses ne sont pas tenues, malgré un signal fort pour l'écologie, qui appelle à des éclaircissements et à des actes, tant l'urgence environnementale est importante.

**Le gouvernement ne tient ni ses promesses de renouvellement, ni de parité, ni d'équilibre des sensibilités politiques.**

La promesse du renouvellement n'est pas tenue : une grande partie des ministres sont de « vieux routiers » de la politique qui ont cumulé les mandats, tant dans les fonctions que dans le temps. Plutôt qu'une sélection sur les compétences, ce gouvernement remercie les soutiens du Président de la République et envoie des signaux politiques à la famille

politique du Premier ministre.

La promesse de la parité n'est pas tenue : le Premier ministre et les trois ministres d'État sont des hommes. Un seul ministère régalié revient à une femme et le porte-parole du gouvernement est aussi un homme. Si le nombre de femmes égale le nombre d'hommes au total, la parité sur l'importance des fonctions n'est pas et l'engagement d'un ministère de plein exercice dédié aux droits des femmes n'est pas tenu non plus.

La promesse de l'équilibre n'est pas tenue : ce gouvernement majoritairement de droite. Tout particulièrement sur les sujets économiques avec Bruno Le Maire et Gérard Darmanin, respectivement à l'économie et aux comptes publics. Les quelques personnalités supposément à gauche se sont distinguées ces dernières années pour leur conversion aux politiques de droite en

matière d'économie, de droits sociaux et d'environnement.

La tête de l'État envoie un signal en nommant Nicolas Hulot ministre d'État, ministre de la transition écologique. Des éclaircissements sur le périmètre des attributions du ministre et la feuille de route qui lui sera confiée sont extrêmement importants, d'autant plus que cet affichage va à rebours de la composition générale du gouvernement.

**Europe Écologie Les Verts ne partage ni le projet, ni les valeurs du chef de l'État et de son Premier ministre et nous ne leur faisons pas confiance pour faire de l'écologie leur boussole.**

Nous avons confiance dans les convictions et l'intégrité de Nicolas Hulot, mais son pari est périlleux car une personne seule, même populaire, ne peut contrebalancer le projet politique de tout un gouvernement. Il devra lui falloir compter sur une large

mobilisation de la société civile et l'obstination du plus grand nombre possible de parlementaires écologistes s'il souhaite gagner ses futurs combats au sein du gouvernement.

L'écologie n'est pas et ne peut être un simple supplément d'âme. La création de ce nouveau ministère ne peut pas l'être non plus.

C'est la raison pour laquelle nous demandons des précisions sur le périmètre du ministère dont Nicolas Hulot aura la charge. Une politique écologique est transversale et s'applique en cohérence à beaucoup de secteurs : énergie, industrie, transport, travail, fiscalité, agriculture, pêche, alimentation, urbanisme et aménagement, logement, santé. Elle nécessite à la fois des mots et un périmètre large, mais également un budget et la coordination de l'ensemble des autres politiques qui seront mises en œuvre.

*suite en dernière page*

# La croissance en questions

La commission pour une société de post-croissance a été validée par le conseil fédéral du 12 mars 2017. Cet outil est un guide pour susciter auprès des élect.eur.rices le questionnement nécessaire à la remise en question d'une société fondée sur la croissance. Il sera centré autour de questions très pragmatiques qui conduisent à interroger des présupposés, notamment sur la concurrence au niveau mondial.

"Le terme post-croissance désigne l'entrée dans une ère que nous ne parvenons pas encore à nommer, si ce n'est par référence à celle que nous quittons." Dominique Méda

Post croissance ce n'est pas un stade "après la croissance", mais un moment de bascule où elle peut prendre des formes et des connotations différentes grâce au brassage culturel. Comment amener de la souplesse, du dialogue et des moyens (lois, financements, éléments facilitateurs) dans ce moment de rupture et de transformations ?

**Comment trouver les questions qui nous apporterons des réponses agissantes, celles dont nous avons besoin pour élaborer des propositions ?**

**Que représente aujourd'hui la croissance économique ?**

- Comment sortir la question de la croissance de la logique capitaliste ? Ne doit-on pas requestionner ces termes de "croissance" et celui d'"économie" ?
- Le bien-vivre est-il possible aujourd'hui dans ce contexte de crise humanitaire et écologique et démocratique ?
- La croissance est-elle une nécessité, une idéologie, une religion, une névrose ?
- Croissance et progrès sont-ils liés ? croissance et bien-vivre sont-ils liés ?
- Comment créer des conditions de production et d'échanges qui favorisent le bien-vivre et un réel progrès pour notre environnement ?
- La croissance peut-elle être verte ?
- Que faudrait-il mettre en place pour développer les conditions d'une "vie bonne", qui ré-harmonisent les relations de l'homme et son environnement ?
- Relance par la consommation, relance par la production, pourquoi tous les candidats cherchent-ils la croissance ? (et ne peuvent imaginer un monde autre)
- La croissance est le mode d'évolution de nos sociétés humaines, dès lors comment la mettre au service du bien-vivre dans un environnement (naturel, social) préservé ?
- Quel est l'impact sur nos comportements individuels d'un modèle économique prônant la compétition permanente de tou.te.s contre tou.te.s ?
- Production et transport nécessitent du pétrole, combien de temps la croissance peut-elle continuer dans ces conditions ? Comment créer des conditions

de production, d'échanges et de transports qui tiennent compte des besoins des populations et du respect de notre environnement économique, sociétal, naturel, politique ?

- 1€ est-il le « vrai prix » d'un kilo de tomate comme affiché dans les super-marchés ? (quid des externalités négatives)

- L'intensification des déplacements, en fréquence comme en distance, est-elle environnementalement tenable, à terme ?

- Le progrès technique (voiture plus fiable, train plus rapide, avion moins cher, téléphone portable, ordinateur etc.) nous a-t-il permis de libérer du temps ?

- La mondialisation a-t-elle permis l'amélioration la plus rapide du niveau de vie que l'on ait jamais vu ou la création d'inégalités croissantes ?

- Le productivisme peut-il "acheter" la paix sociale ou est-il par nature incompatible avec celle-ci ?

- Il y a, en Europe, environ 560 véhicules individuels pour 1000 habitants. En supposant que chaque nouveau véhicule soit électrique ou hybride, la production et le maintien d'une telle flotte à l'échelle mondiale sont-ils écologiquement viables ?

- Pourquoi chaque année le Jour du dépassement (date de l'année où, théoriquement, les ressources renouvelables de la planète pour cette année ont été consommées) arrive-t-il de plus en plus tôt ?

- Pourra-t-on un jour revivre une période similaire aux trente glorieuses ?

- Avec une économie totalement mondialisée, un pays, un territoire, peut-il être résilient en cas de crise ? Comment l'État pourrait favoriser la résilience des territoires dans cet état de crise et de rupture profonde ?

- Quel rapport de force de négociation pouvons-nous mettre en place avec les populations de chacun des États et avec nos partenaires européens pour évoluer vers d'autres modèles de sociétés ?

- Quelle culture développer pour résister au repli, à l'exclusion, à la tentative de fermeture des frontières, que l'on voit déjà à l'œuvre face à l'épuisement des ressources naturelles ?

- Comment réduire drastiquement la colossale pollution générée par le transport maritime de marchandise ?

## L'impossible croissance

« Il y a un constat qui fonde l'axe fondamental de l'écologie politique, c'est la finitude de la planète. Et le second, l'espèce humaine comme force géologique, force perturbatrice. Voilà donc les deux fondamentaux de l'écologie politique. Les conséquences de ce double constat : une remise en question de notre rapport à la nature et la sortie du mythe de la croissance du PIB. Ce sont ces deux chantiers qui nous permettent de proposer un avenir inédit. Ce sont les deux axes programmatiques d'un parti écolo. Le reste, tout le reste, le partage des richesses, la solidarité, le féminisme, la démocratie, est peu ou prou partagé par tous les autres partis, mais ne constitue en aucun cas une innovation idéologique.

### La place de nos réflexions

La droite et la gauche n'ont que faire de la finitude de la planète, et le fait que homo sapiens soit devenu une force géologique flatte leur orgueil anthropocentrique. Contrairement à une idée répandue, l'écologie ne peut être mise en œuvre que par les écologistes, ou les partis qui partagent nos deux fondamentaux, ce qui revient au même. Le clivage droite/gauche n'a de sens que dans un système fondé sur la croissance du PIB. Il s'agit de partager « les fruits de la croissance », ce qui donne l'occasion de combats acharnés entre les partisans (la gauche) et les conservateurs (la droite). Les acquis sociaux qui donnent accès aux fruits de la croissance résultent d'un rapport de force. Mais dans un contexte où la croissance s'amenuise de jour en jour, il faut tout réinventer.

### Liaison avec capitalisme et finitude la planète

Comment concilier une baisse de 8 à 10% par an des émissions de gaz à effet de serre dans les pays développés nécessaire pour espérer respecter l'objectif des 2°C, avec un tel système ? Aucun économiste ne vous dira que c'est possible. Car si l'on mettait en œuvre les mesures nécessaires au respect de l'objectif des 2°C, environ 80% des réserves revendiquées par les acteurs du charbon, du gaz et du pétrole dans le monde devraient être laissées sous terre. On ne peut pas brûler tout ce carbone.

.. Ce qui est intéressant avec le désinvestissement, c'est que ça enclenche un processus qui délégitime moralement les profits issus des énergies fossiles.

suite page suivante

### La post-croissance peut-elle se borner à être économique ou doit-elle aussi être démographique ?

- Les projections de l'ONU et de la Banque Mondiale tablent sur une population mondiale de 10 milliards d'humains en 2050. Comment devons nous vivre alors que l'urgence écologique est déjà une réalité avec 7,5 milliards d'habitants ?

Il faut poursuivre l'éducation des filles, mais aussi des hommes surtout, car ce sont eux qui font obstacle au droit des femmes de disposer de leur corps..Les enquêtes montrent que dans les sociétés où le choix existe la natalité est régulée. La seule approche respectable est une approche qui respecte l'humain, par l'éducation et l'accompagnement.

- Si notre économie est basée aujourd'hui chez nous avant tout sur le secteur tertiaires (services), les secteurs primaire (exploitation des ressources naturelles : agriculture, sylviculture, pêche, activités minières) et secondaire (transformation des matières premières : industrie manufacturière,

construction) ont été transféré dans des pays tiers, peut-on relocaliser des secteurs entiers ?

- La course à la productivité dans les pays "développés" peut-elle continuer sans s'appuyer sur le pillage des ressources et la destruction de l'environnement de certains pays, ainsi que sur l'exploitation de certaines populations ? Comment mettre en place une réflexion à chaque endroit de la production pour définir une écologie des pratiques ?

- Peut-on produire plus en consommant moins d'énergie ?

- Comment nuancer cette question de production, produire quoi, pour quel besoin, comment ?

- Peut-on produire plus en consommant moins de ressources non renouvelables ?

- Peut-on recycler davantage tout en réduisant notre consommation énergétique ?

- En 2020, 50% des revenus seront générés à partir du digital. Qu'est-ce que l'État peut mettre en place pour répondre aux besoins pour que les populations (chacun) investissent ce champ, utilisent ses outils, créent, produisent des contenus, des bonnes pra-

tiques, collaborent, contribuent dans un objectif de transformation centré sur l'humain et son environnement ?

- Quelle est la place de la technologie dans une société post-croissance ?

- La technologie peut-elle être un moyen de réussir la transition vers une société de post-croissance ou est-elle nécessairement la conséquence d'un modèle productiviste ?

- Faut-il accepter les bio-nano-technologie ?

- En l'état actuel des techniques et des savoir-faire, quelles sont les composantes de notre mode de vie qui ne dépendent pas du pétrole ?

- Quelle serait la forme la plus sobre de production d'énergies renouvelables ? (référence à l'implication des citoyens, implantations locales et de la structure juridique)

- Peut-on nourrir le monde avec une agriculture plus proche et respectueuse de l'humain et de la nature ?

- Une économie du partage et de la coopération est-elle plus riche en emplois que l'économie des multinationales ?

## Territoires et villes dans un contexte de post-croissance

1/ **Il existe des territoires de fait "décroissants" parce que en difficulté par rapport aux dynamiques de compétitivité** : délaissés, pollués, dégradés par les vieilles industries, ils accueillent une population en partie elle-même déclassées par les logiques de compétitivité. Si des processus de reconversion ou de transformation sont à l'œuvre ces territoires sont plutôt dans des processus de "rétrécissement". Des modes de vie résilients peuvent se développer dans ces territoires, mais parfois ces initiatives sont marginales pour offrir une alternative crédible eu égard à l'aspect massif de la déstructuration économique, urbaine et sociale.

2/ **Certains territoires (ruraux, périurbains, petites villes) sont plus facilement résilients dans une logique de post-croissance** car ils disposent des ressources leur permettant de cultiver une forme d'autonomie par rapport au modèle de croissance et de surconsommation. Les clés de cette résilience sont : le foncier, l'agriculture vivrière et marchande, la production décentralisée de l'énergie, l'éducation et la santé. Dans ces cadres propices, ponctuellement, des familles ou communautés ont créé des lieux et modes de vie post-croissance. Ce sont des actions pionnières qui entrent dans les champs des initiatives de transition, des oasis du mouvement colibris, ou des sites de permaculture ...

3/ **Le mouvement des villes en transition** pose quant à lui les bases de modes de vie et

de solutions pour les sociétés post-pétrole, en appuyant particulièrement sur trois

- Les 6 principes pour une démarche de transition selon R Hopkins

Visualisation (de l'avenir souhaitable à construire) / Intégration / Conscientisation / Résilience / Intuitions psychologiques / Solutions crédibles et appropriées

- et les 7 « Mais »

Mais nous n'avons pas d'argent / Mais ils ne nous laisseront pas faire / Mais il y a déjà des groupes écologistes dans cette ville, je ne veux pas marcher sur leur plate-bandes / Mais personne ne se soucie de l'environnement dans cette ville / Mais il est sûrement trop tard pour faire quelque chose / Mais je n'ai pas les qualifications / Mais je n'ai pas l'énergie pour faire ça !

points : l'autonomie alimentaire, l'autonomie énergétique et les processus de démocratie collective. Ainsi reposant principalement sur les initiatives de la société civile, des mouvements collectifs se créent et amorcent la transition écologique à travers des actions concrètes, projets, changements de modes de vie. La permaculture, les énergies renouvelable, habitat auto-construit, mobilités douces, jardins partagés, monnaie locale, réparation/recyclerie ...

4/ **les villes durables** : avec des degrés d'avancement et d'engagement très diffé-

rents, les villes cherchent à diminuer leur empreinte écologique et encourager des modes de vie urbain plus sobres. Les politiques de construction, de mobilités, de gestion urbaine et d'approvisionnement (eau, énergie, alimentation ...) sont les axes de progrès sur lesquels elles travaillent. En France, de nombreuses villes ont initié des agendas 21 pour inscrire leur action publique dans le développement durable, dynamiques qui tout en s'essouffant ont donné lieu à de nombreux chantiers s'inscrivant dans la tendance des villes durables : mobilités douces, nature en ville et biodiversité, politique alimentaire, gestion alternative des eaux pluviales, production d'énergie renouvelables, zéro déchet, santé -environnement...

Les difficultés : nous sommes de fait déjà dans une société post-croissance et il faut être capable d'entrer dans une société post-pétrole. Cela suppose de profondes transformations, la question énergétique n'étant pas la seule complexe, puisque nous devons affronter aussi l'épuisement des ressources en minerais et terres rares dont dépendent beaucoup de nos technologies. Cela questionne la part du numérique de tous les scénarios de développement classiques. L'économie circulaire et le recyclage constituent une voie de la transition, mais ne peuvent matériellement pas constituer une réponse suffisante à l'épuisement des ressources.



**Jean-Baptiste Pegeon**, - je suis le candidat de la circonscription 4 dans le Puy de Dôme.

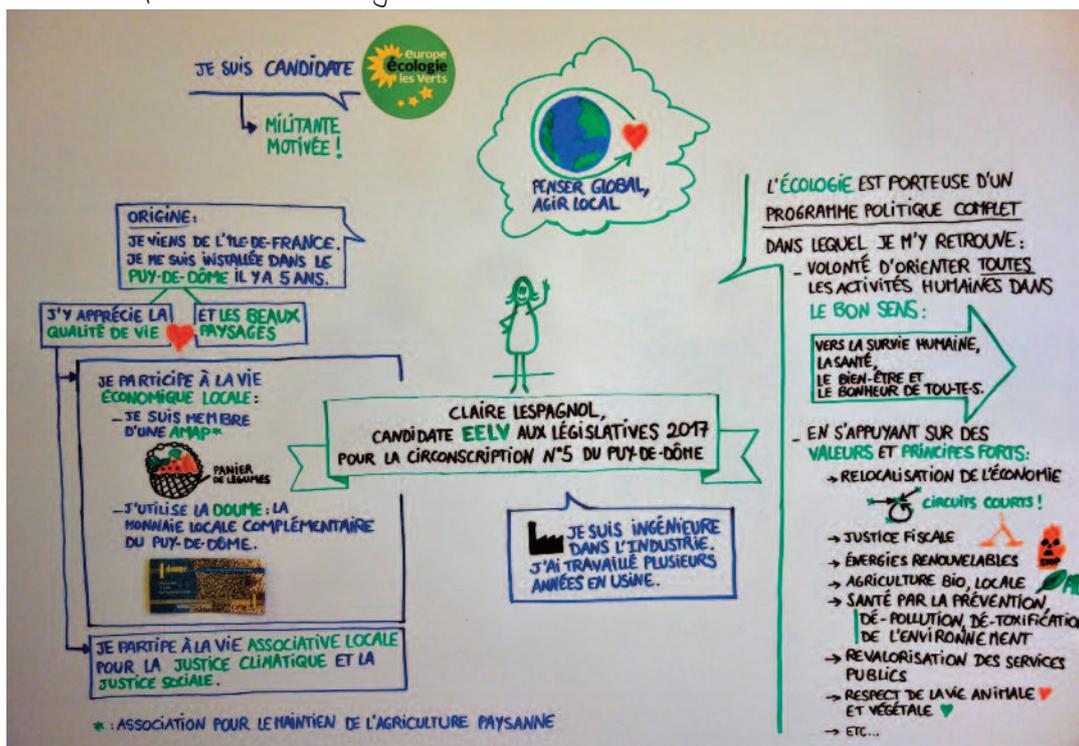
Professionnel indépendant dans le secteur du tourisme, je suis engagé depuis fin 2013 à EELV. J'ai déjà porté ma candidature pour les départementales de 2015 et j'ai aussi participé activement aux campagnes des municipales et plus récemment des régionales. Je fais partie de la commission agriculture qui reste un de mes secteurs de prédilection, de même dans le secteur associatif, je suis co-président de l'association Lieutopie à Clermont-Ferrand qui vise à promouvoir les actions de l'Économie Sociale et Solidaire et à mettre à disposition des services pour les étudiants comme par exemple récemment la mise en place d'une épicerie de produits de qualité, Bio et locaux, le tout à des prix très accessibles pour les étudiants. C'est avec détermination que je souhaite porter la voix de l'écologie politique sur notre territoire. En espérant ainsi engager la transition pour une société apaisée, fraternelle et ouverte sur la diversité du monde." ma remplaçante est Elisabeth Scozzari.



**Claire Lespagnol** - je suis candidate de la circonscription N°5 du Puy-de-Dôme, circonscription de Thiers-Ambert. Je me présente en dessins :

S'engager, c'est vivre pleinement. J'y crois vraiment et je m'engage pour des valeurs écologistes, qui trouvent une représentation et un écho dans la vie quotidienne de nombreuses citoyennes et de nombreux citoyens, dans la vie associative, dans la vie militante, mais qui sont gravement sous-représentées aujourd'hui dans le monde politique.

J'ai rejoint le parti EELV en 2016 et je suis très heureuse de porter, avec Emmanuel Rousselet, nos valeurs pour ces élections législatives.





**Stéphane FRECHOU** - 1ère circonscription du Cantal

Travailleur social, j'exerce mon métier d'éducateur justice depuis plus de 15 ans. Par ailleurs, je suis engagé activement et depuis toujours à la vie associative et syndicale. Je suis conseiller municipal et communautaire écologiste à Aurillac, dans mon mandat à Aurillac, je participe, sans sectarisme, à faire avancer les dossiers déterminants : réforme territoriale, transports, réseau de chaleur, natura 2000... Je ne suis soumis à aucun impératif partisan et je m'oppose, même seul, contre les projets rétrogrades (ouverture de commerces le dimanche, fermeture d'écoles ou de postes.)

Suite à notre accord avec le parti socialiste, ma remplaçante est Nathalie NOLOT. Auvergnate de naissance et cantalienne depuis vingt ans, elle est Conseillère Principale d'Education, militante féministe, syndiquée et membre du Parti Socialiste.

## Rassemblement des gauches et des écologistes

### Nos priorités :

Valoriser nos atouts dans le domaine agricole, défendre nos espaces naturels, la biodiversité, prendre soins de nos paysages et des animaux.  
 - Pour la création d'un observatoire du foncier agricole et des mesures volontaristes pour aider à l'installation de jeunes.  
 - Pour initier une politique agricole et alimentaire territoriale afin de manger des

produits sains, issus de l'agriculture bio et locale.

### Vivre ensemble :

- Pour l'accès à la culture, à la santé, aux services publics de proximité.  
 - Garantir de l'enfance au grand âge l'accès à des services publics de proximité : dans la santé, l'éducation, la culture, les transports ou l'emploi jusque dans nos villages.  
 - Décentraliser les politiques culturelles et faire vivre la diversité des cultures.  
 - Agir pour sauvegarder nos dessertes

ferroviaires.

- Prévenir les maladies liées à l'environnement notamment les cancers. Interdire les pesticides et les perturbateurs endocriniens.  
 - Donner à chacun(e) un égal accès aux soins, y compris dans nos zones rurales  
 - Soutenir l'hôpital public. Maintenir le personnel soignant en nombre suffisant, rompre avec la notion d'"hôpital entreprise", qui n'a pas de sens et mener un bilan approfondi de la Tarification à l'acte.  
 - Inciter fiscalement à l'installation de



**Pascal DEVOS** - circonscription 3 de l'Allier

agent de maîtrise principal à l'hôpital de Vichy, j'étais adjoint au maire de Cusset sous l'étiquette Europe Écologie - Les Verts (EELV) de 2008 à 2014. Plus encarté depuis lors, je me suis entièrement consacré à mon mandat de secrétaire général de la CGT hospital. Mais à l'appel de mon ancien parti et des communistes, j'ai accepté de me présenter pour les élections législatives, dans la circonscription de Vichy.

Je repars car j'ai été séduit par la démarche élargie de rassemblement des forces progressistes. J'ai rencontré des Insoumis lors de la manifestation du 1er mai, je n'ai pas caché que j'avais voté Mélenchon au premier tour de la présidentielle, car il proposait un programme en rupture. Aujourd'hui, je porte un message de rassemblement à gauche, le plus large possible et même si nous avons des différences, nous sommes dans une même dynamique.

Je souhaite ainsi rapprocher les écoles des bassins de vie, défendre le service public, pas le service au public, créer des centres de santé, avec des médecins salariés, à contrario des maisons de santé, où les praticiens sont des libéraux.



**Nicolas BONNET** - candidat de la circonscription 3 dans le Puy de Dôme, dite Clermont-Montagne.

Je souhaite porter un renouveau des idées, des pratiques, et des profils d'élus de la république. Agé de 36 ans, j'exerce le métier d'ingénieur en informatique comme salarié dans le privé et, en parallèle, le mandat d'adjoint au maire de Clermont-Ferrand depuis bientôt 3 ans.

Forte du soutien d'Europe Ecologie Les Verts, du Parti Socialiste et de notre députée sortante Danielle Auroi, ma candidature se veut incarner l'union de la gauche et des écologistes. Elle s'inscrit dans la continuité de mon engagement associatif et politique commencé voilà plus de 10 années et motivé par mes idéaux : solidarité et partage des richesses pour la justice sociale, préservation de l'environnement, respect des droits humains et des générations futures, autonomie et responsabilité de chacun.

J'ai la volonté de représenter à l'Assemblée Nationale notre territoire dans toute sa diversité, tant ses territoires ruraux que sa partie urbaine clermontoise qui sont interdépendants et complémentaires.

J'ai à mes côtés Laura-Marie CHAUSSADE, jeune militante du PS.

médecins et autres professionnels de santé, soutenir leur embauche comme salariés par les intercommunalités,  
- renforcer l'appui aux maisons médicales et aux cabinets mobiles.  
- Créer, maintenir ou développer l'activité en soutenant TPE, artisans et PME.  
Une fiscalité soutenant les TPE/PME et entreprises artisanales locales et écologiques.  
- Agir pour la création d'un "bonus développement durable" pour celles dont le domaine d'activité contribue à la transition écologique.

- Agir pour une progressivité réelle de l'Impôt sur les sociétés en fonction du niveau des bénéficiaires et rétablissement de l'imposition des plus-values de cession d'entreprises.  
- Responsabiliser les administrations publiques vis à vis des TPE/PME : application stricte des délais de paiement, pourcentage d'achats locaux obligatoire, application des critères environnementaux dans les appels d'offre.  
- Conditionner les exonérations de charges sociales pour les bas salaires à l'exigence d'un travail décent :

les exonérations de cotisations pour les bas salaires seront réservées aux postes en CDI dont le temps de travail est supérieur à 30 heures.  
- Développer l'écotourisme, le tourisme social et solidaire. Améliorer la qualité et la sécurité des emplois dans ce secteur, favoriser la pluriactivité et la formation des personnes voulant s'engager dans les métiers du tourisme et de l'accueil. Les dotations aux collectivités vertueuses pourraient être bonifiées, les sites naturels doivent bénéficier de la même fiscalité que les monuments historiques.



**Philippe BUVAT** - candidat de la 2ème circonscription de l'Allier.

Cadre de santé formateur, je suis attaché au respect des personnes et à la reconnaissance de la place de chacun dans la société. Fidèle à mes idées et à mes engagements, le respect des engagements pris et l'exemplarité des élus sont pour moi des fondamentaux. Je suis également conseiller municipal de Montluçon et conseiller communautaire de Montluçon Communauté. Signataire de la charte Anticor. Ingrid CONVERS est assistante sociale, elle m'accompagne en tant que remplaçante.

Le 11 juin prochain, à l'occasion des élections législatives, il nous est enfin possible de voter pour les valeurs de solidarité de la gauche sociale et écologique à laquelle vous êtes attaché.

Cette gauche portera un projet de société de progrès. C'est une société qui créera un million d'emplois dans la transition écologique tout en réduisant nos factures d'énergie. Une société solidaire et ouverte, qui garantira l'accès à des services publics forts, et modernisés partout sur le territoire, pour nous soigner, éduquer nos enfants et nous protéger. Une société écologiste/que, qui protégera le climat en sortant progressivement des énergies fossiles et du nucléaire. Une société où nous mangerons des produits sains, issus d'une agriculture bio et locale, où l'air et l'eau ne seront pas pollués. Une société qui proposera un toit et des revenus à chacune et chacun d'entre nous. Une société qui n'aura pas peur de l'autre, et qui fera preuve de solidarité en accueillant les personnes en détresse.

Alors, ce 11 juin, votez pour ! votez pour une société qui construira un monde de paix et l'Europe de demain.

Le 11 juin, votez pour que demain soit meilleur qu'aujourd'hui.



**Anne BABIAN-LHERMET** travaillant à La Poste, syndicaliste et secrétaire régionale d'EELV Auvergne, je me présente sur la 1ère circonscription de Haute Loire avec André Cornu, comme remplaçant.

La transition écologique est créatrice d'emplois : démantèlement des centrales nucléaires, énergies renouvelables, agriculture biologique, déplacements propres....

Le territoire de la Haute-Loire regorge d'atouts qu'il faut mettre en valeur : sa population, ses paysages, son agriculture, ses industries. Cependant, il faudra veiller à conserver des services publics accessibles à tous. La députée que je serai, travaillera en lien avec les habitants du département et sera à leur écoute.

La présence de Nicolas Hulot au gouvernement est un signe positif pour l'écologie mais il risque d'être isolé dans ce gouvernement, il aura donc besoin du soutien de députés écologistes au parlement.

André Cornu a 58 ans, 3 enfants est professeur agrégé en Sciences Industrielles. Il est maire de St Germain-Laprade et conseiller départemental du Puy-en-velay. En lien privilégié avec les jeunes, leur formation, travaillant avec les entreprises, artisans, agriculteurs, il se pose en défenseur d'une vie digne pour tous.



**Marie-Laure BUSSELOT** - 2ème circonscription de Haute-Loire

Clermontoise, j'ai accepté de venir sur cette circonscription car j'affectionne cette partie de l'Auvergne et pour y représenter l'écologie, poursuivant ainsi l'action de Pierre Pommarel, mon remplaçant, reconnu comme un acteur expérimenté de ce territoire. Je défends depuis des années les thèmes écolos, notamment la transition énergétique grâce à mon expérience

professionnelle d'ingénieur dans les énergies renouvelables que je mets désormais en partie dans l'habitat social.



**Elise BRUGIERE**, - Militante féministe depuis plusieurs années, aujourd'hui je décide de mener campagne pour les législatives sur la deuxième circonscription du Cantal. Je suis soutenue par Dominique Dumazel, également à EELV.

Les projets à mener dans le Cantal portent sur la ruralité, l'emploi, le transport, l'agriculture, le tourisme, le numérique. Ce sont des thèmes qui font l'identité de notre département. Il faut mettre nos atouts beaucoup plus en avant : tourisme de terroir, notamment au niveau de l'agriculture et de l'alimentation. Je veux mener une campagne

dynamique et attirante pour les jeunes et les familles, pour une agriculture de qualité, un tourisme développé, une valorisation de notre savoir-faire. Je veux qu'ensemble, nous allions vers la transition énergétique, créatrice d'emplois sur le territoire.

Je souhaite également porter une volonté beaucoup plus forte : une volonté capable d'aller vers une société solidaire, égalitaire, et forte. L'écologie politique porte ce message, sur l'économie : partage des richesses, soutien à l'économie locale et aux petites entreprises; sur le social : justice, emploi, éducation, culture ; sur l'environnement : se protéger, et protéger les générations futures en respectant les ressources qui nous entourent, et en soutenant une agriculture raisonnée et en luttant contre une agro-industrie toute-puissante.

Nous souhaitons un avenir désirable dans le Cantal, pour nous et toutes les générations futures.

# Les Verts Européens et Mondiaux tourné-es vers l'avenir

sur le terrain

Le 20e Congrès du Parti vert européen et le 5e Congrès des Verts mondiaux s'est déroulé à Liverpool du jeudi 30 mars au dimanche 2 avril 2017.

*Les Français-es y étaient représentés nombreuses-eux. Extraits de leur compte-rendu.*

Voici les résolutions adoptées :

## La protection des communs environnementaux au cœur des enjeux

Côté Verts mondiaux comme Verts européens, la protection des communs dont les océans ou l'architecture du droit pénal international environnemental, la transition écologique et la sortie du nucléaire furent de grands sujets de travail.

Outre l'adoption des deux résolutions, l'une par les Verts mondiaux, l'autre par le PVE, concernant l'**écocide** portées par EELV conjointement avec Equo (parti vert espagnol) et les Verts fraternels de Maurice, l'**accaparement des terres, l'extractivisme...** firent l'objet de plusieurs résolutions. Sur ces sujets plutôt consensuels, est apparue une problématique majeure, d'ordre sémantique, et il a été décidé de constituer des groupes de travail qui pourraient travailler avec précision et expertise sur la définition des nouveaux crimes et délits environnementaux au niveau international ainsi que sur l'architecture juridique et les institutions nécessaires afin de permettre leur application.

## La protection des droits et libertés face aux régimes autoritaires

Il était impensable pour les Verts européens et mondiaux de ne pas réagir à l'accession au pouvoir de Donald Trump, au renforcement de la Russie de Vladimir Poutine sur la scène internationale dans un contexte de forte tension sur les frontières et territoires, à la réémergence de murs entre les États souvent justifiés par des visions racistes et xénophobes.

Plusieurs textes viennent donc condamner le mur entre les États-Unis et le Mexique, la dis-

solution du Parlement au Venezuela, les violations des droits humains et les répressions en Biélorussie... dont une résolution portée au sein du Parti vert européen condamnant plus précisément l'action de Donald Trump et l'idéologie qui la sous-tend.

Cela a permis de rappeler notre approche des politiques à mener pour lutter contre l'extrême-droite en Europe, notamment abordées via le groupe de travail Futur de l'Europe. La résolution sur Donald Trump, recherchant les moyens de faire campagne contre le populisme xénophobe et misogynne de droite y compris dans les pays européens, a été suivie, rappelant que l'Europe doit se construire sur une base sociale-environnementale contre les politiques libérales qui renforcent les extrêmes-droites et réaffirmant notre solidarité avec les mouvements de la société civile américaine se battant contre les politiques menées par Trump.

Enfin, le Congrès des Verts mondiaux a été l'occasion d'adopter une résolution de soutien aux LGBT+ de tous les pays, notamment les pays du Sud, et de mettre en place un réseau international.

## Les guerres et tensions, la Syrie

La Syrie est au cœur des discussions du Parti vert européen depuis déjà plusieurs mois. Nous avons été force motrice des discussions, grâce à la motion du Conseil fédéral, par des amendements au texte proposé par le Comité exécutif. Nous y avons notamment défendu l'impact des questions environnementales, notamment de l'eau, sur le conflit ainsi que condamné la responsabilité de Poutine dans les exactions aux droits humains et crimes de guerre qui y ont été commis, et rappelé la nécessité pour l'Union européenne d'accueillir les réfugié-es et de s'in-

vestir dans le processus de paix aux côtés de l'ONU.

Également, dans le cadre d'une rencontre entre David Cormand et la Fédération des Verts africains animée par le Rwandais Frank Habineza, par ailleurs candidat à la présidence de son pays, de nombreux représentant-es des partis africains (dont des femmes) et nos responsables de la commission Transnationale, du groupe Afrique, et la déléguée du Togo, une réflexion a pu être ouverte sur la création d'une **aire régionale protégée d'exploitation pacifique et durable des ressources minérales de la région des Grands Lacs**, afin de mettre un terme à l'interminable conflit qui ensanglante les Kivus (RD Congo) depuis plus de vingt ans. Des liens vont être consolidés et des travaux communs engagés sur toutes les questions écologiques et les interactions trop souvent négatives de la politique française.

Par ailleurs, dans le cadre du chemin vers la paix initié par la société civile basque, un des derniers mouvements indépendantistes armés d'Europe, l'ETA, s'apprête à procéder à son désarmement annoncé comme définitif dans les jours qui viennent : cette annonce a réjoui les écologistes européen/nes, et certains ont envoyé un message de soutien aux artisans de la paix.

## Droits sociaux et transports

Nous avons proposé une résolution sur le pilier des droits sociaux de l'Union, axée sur l'égalité inter-générationnelle et la défense des droits (emploi, ressources, logement) d'une population européenne dont l'âge s'élève. Adoptée à la quasi-unanimité, cette résolution a reçu un soutien actif notamment de l'eurodéputée allemande Terry Reintke.

Ce Congrès des verts européens a également donné lieu à l'adop-

tion d'une résolution sur les transports dans l'Union européenne, avec de nombreuses discussions sur les investissements entre grandes lignes et lignes régionales. Avec le soutien de l'aile fundi des verts allemands, nous avons défendu avec succès la priorité aux lignes de proximité. Cette motion rappelle également le soutien des écologistes européens au train de nuit.

Enfin, Sandrine Rousseau fut l'invitée du Parti vert européen pour évoquer la transition écologique de l'économie, aux côtés notamment du Ministre des finances finlandais.

## Structuration des écolos mondiaux

Les Congrès sont également des moments de structuration de notre mouvement mondial. André Gattolin s'est investi au sein du réseau des parlementaires écologistes du monde, Jean Cloutier du Québec a défendu la reconnaissance des verts mexicains qui ont beaucoup évolué et sont désormais représentés par une quarantaine de députés, la fédération des verts américains a présenté de nombreuses résolutions avec la participation active d'une dizaine de pays et nous avons rencontré Jill Stein, candidate à la présidentielle américaine.

Suite à la demande des verts mondiaux de pouvoir mieux s'organiser en disposant d'un budget accru, il a été décidé que deux co-responsables seraient désignés et en charge de porter la voix des verts mondiaux sur les résolutions adoptées depuis la naissance de l'organisation. Ces deux co-responsables auront également en charge de présenter un plan de travail, mettant en œuvre les préconisations des résolutions, permettant de définir un budget approprié pour la vie de l'organisation.

# Clermont : une plate-forme pour booster les économies d'énergie

Clermont Auvergne Métropole met en place, sous l'impulsion d'Odile Vignal, vice-présidente en charge de l'Habitat et du Développement Durable, une Plate-forme Territoriale de Rénovation Énergétique (PTRE).

**D**emande ancienne des écologistes, cette plate-forme est un outil destiné à piloter et accélérer la transition énergétique du territoire en visant la rénovation thermique du parc de logements.

## I- Une PTRE, pourquoi ? Pour trois raisons :

### 1- Sobriété énergétique

Sur le chemin de la transition énergétique dont nous avons besoin pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre et passer progressivement à des énergies renouvelables, locales et plus propres, nous savons que la moitié de l'effort sera lié à la sobriété, c'est-à-dire à la réduction de nos consommations d'énergie. Or avec l'impact de l'habitat sur notre consommation d'énergie, la rénovation énergétique de nos bâtiments est incontournable et urgente.

*Pour l'agglomération de Clermont-Ferrand, les données sont les suivantes :*

*Le parc résidentiel (résidences principales et résidences secondaires) de Clermont Auvergne Métropole se compose de 133.130 logements dont 110.595 logements privés (le reste relevant du parc de logements sociaux).*

*Il est constitué à plus de 98% de résidences principales représentant une surface de près de 9,9 millions de m<sup>2</sup>, dont 40% de maisons individuelles, très majoritairement en pierre, et de 60% d'appartements, dont près de la moitié ont été construits entre 1949 et 1974, ce qui en fait des bâtiments très énergivores.*

*La consommation énergétique finale totale du parc résidentiel de Clermont Auvergne Métropole atteignait en 2005 2.380 GWh, avec 2 sources principales d'énergie : le gaz de ville et l'électricité.*

*La consommation moyenne d'une résidence principale s'élève à 18.100 kWh par an, inférieure de 16% à la moyenne régionale (21.500 kWh)  
[Source DREAL]*

### 2- Lutter contre la précarité

La précarité énergétique représente un défi social de plus en plus important. Dans un contexte de raréfaction progressive des ressources énergétiques, il est évident que l'ac-

cess à l'énergie devient de plus en plus inégal. L'accès à la sobriété doit donc être garanti par la puissance publique en charge de ces politiques de lutte contre les inégalités.

### 3- Générer des ressources pour le territoire

Enfin, la sobriété énergétique représente un gisement d'économies d'énergie et d'économies tout court, réinvestissables sur les territoires, à commencer auprès des entrepreneurs et des artisans en bâtiment du territoire : les dépenses qui ne sont pas consacrées à l'énergie et aux énergies fossiles en particulier, peuvent être effectuées sur le territoire. Ce qui représente des leviers d'investissement considérables.

Pour toutes ces raisons, la puissance publique doit être en mesure de piloter, de garantir et d'accélérer la transition énergétique dans les territoires. C'est la raison d'être de cette PTRE.

## II- Une PTRE, comment ça marche ?

Comme son nom l'indique, une PTRE est une plate-forme sur laquelle se retrouvent les parties prenantes de la rénovation thermique des logements sur le territoire, depuis les spécialistes du logement jusqu'aux banques en passant par les artisans et les collectivités.

A grands traits, il va s'agir de proposer un guichet unique de la rénovation thermique ainsi que des procédures d'accompagnement, de suivi et d'aides à la rénovation en tant que telle.

## III- Une PTRE, pour faire quoi ?

Les enjeux en termes de rénovation thermique des bâtiments sur l'agglomération clermontoise sont les suivants :

Pour les résidences principales hors habitat social sur l'agglomération clermontoise, le potentiel maximal de réduction de la consommation d'énergie primaire est de 64%. L'atteinte de l'objectif du Grenelle de l'environnement, à savoir une réduction de 38% de la consommation énergétique, représente un investissement en travaux de l'ordre de 1,2 milliard d'euros, soit plus de 80 millions d'euros par an sur 15 ans.

En dressant le bilan des investissements nécessaires aux travaux et des économies de charges (énergétiques), soit le coût global, le surcoût annuel serait de 31 millions d'euros par rapport au rythme actuel des rénovations, qui représente peu d'investissements et beaucoup de charges.

Afin d'éviter une perte de pouvoir d'achat pour les occupants tout en atteignant ces objectifs ambitieux, le montant de l'aide publique nécessaire est estimé à 37 millions d'euros annuels, soit environ 46% du montant des travaux, avec des actions prioritaires telles que l'isolation des façades et la régulation de la gestion de l'énergie.

La plate-forme de rénovation énergétique aujourd'hui initiée se place dans cette perspective. Mais avant de se lancer dans de tels investissements, la démarche projette une expérimentation triennale portant sur 1 à 2 % du gisement global et dotée d'environ 150 000 euros annuels : elle devra déboucher sur un dispositif efficace, appelée à monter en puissance une fois l'expérience acquise et les procédures consolidées, à l'horizon 2020.

D'ici là, il faudra également avoir réfléchi à la meilleure façon d'accélérer le mouvement en fléchant les investissements publics et privés sur ce gisement de travaux via, par exemple, la création d'un fonds de garantie bancaire avec les banques partenaires, la mise en œuvre d'une technique de tiers financement, la création d'un fonds public d'investissement pour la rénovation énergétique, etc.

Par ailleurs, il est bien évident que l'accélération d'un tel programme dépendra fortement des inflexions données nationalement sur la question de la rénovation du parc de logements.

La PTRE s'adresse essentiellement aux propriétaires, les locataires faisant l'objet d'autres dispositifs dont le Programme d'Intérêt Général de la Communauté urbaine sur la précarité énergétique, comprenant notamment le dispositif Duflot de responsabilisation des bailleurs par la possibilité d'interrompre le versement des APL aux propriétaires.

# Les droits des femmes en question

au Conseil régional

## Les droits des femmes en question en Auvergne Rhône-Alpes

Le groupe du Rassemblement citoyen, écologiste et solidaire est le groupe le plus féminin du conseil régional avec 75% de femmes.

En cette journée internationale des droits des femmes, les élu-es RCES font l'amer constat que les droits des femmes en Auvergne Rhône-Alpes ne sont absolument pas une priorité pour l'exécutif régional.

D'abord sur les postes à responsabilité...

Si le scrutin de liste paritaire à la proportionnelle permet à notre assemblée de compter autant de femmes que d'hommes, cette parité disparaît au sein de l'exécutif. En effet, sur un collège de 23 Vice-Président-es et conseiller-es délégué-es, on compte 9 femmes pour 14 hommes. On note aussi que la plupart des cumulards de cet exécutif sont des hommes. Mais c'est bien connu, ils savent faire plusieurs choses en même temps !

Pour les élu-es RCES, la parité en politique est un principe incontournable. Il assure une juste représentativité de notre société.

Ensuite sur les actions...

La région Auvergne Rhône-Alpes compte de nombreuses structures qui assurent au quotidien la promotion, le respect des droits des femmes. Pourtant, depuis l'arrivée de Laurent Wauquiez, ces struc-

tures ont de plus en plus de mal à trouver les financements pour fonctionner normalement. Le planning familial a vu sa subvention baisser de 30 %. Le CIDFF Isère a perdu quant à lui 90% de son financement provoquant ainsi sa mise en liquidation judiciaire le 8 septembre 2016 et par conséquent la disparition de l'association qui a mené tant de combats. Le dispositif Pass Contraception est toujours en sursis.

Ces structures accompagnent au quotidien les femmes dans leurs choix, les poussent vers l'autonomie et ont des missions d'information au grand public. Pour les élu-es RCES, ces baisses sont un très mauvais signal. La région n'est pas à la hauteur des enjeux.

Enfin, un manque cruel d'ambition et d'engagement...

L'égalité femme-homme, l'émancipation, la lutte contre le sexisme ... sont des combats toujours d'actualité. Pourtant, une fois de plus, la région de Laurent Wauquiez est aux abonnés absents. La quinzaine de l'égalité femme-homme, mise en place par l'ancienne majorité rhônalpine n'a pas survécu. Le rapport « égalité femme-homme » qui est une obligation légale n'a pas encore été présenté devant notre assemblée.

Aucun signal n'est envoyé en faveur de l'égalité femme-homme. Et pourtant, il y a tant à faire !

## Commission permanente : nos réactions

### Commission permanente en Auvergne Rhône-Alpes : les réactions des élus citoyens, écologistes et solidaires

Les 61 élus régionaux siégeant à la commission permanente d'Auvergne- Rhône-Alpes sont réunis aujourd'hui à Clermont Ferrand pour se prononcer sur 112 délibérations.

Pour le groupe du Rassemblement citoyen, écologiste et solidaire, ce sont Fatima Parret (Puy de Dome) et Andréa Kotarac (Lyon) qui siègent.

Voici les réactions du groupe sur les dossiers importants.

#### La région du goût :

Comme à l'accoutumée, les élus régionaux vont se prononcer lors de cette commission permanente sur un dossier dont la communication a déjà largement été faite par le Président de Région.

En effet, Laurent Wauquiez a présenté la nouvelle marque régionale « La région du goût » lors du salon de l'agriculture à Paris. Le concept est simple : une marque régionale pour les produits issus de l'agriculture locale. Mais voilà, le concept est peut-être un peu trop simple : il oublie notamment les critères de qualité des produits.

Pour Corinne Morel Darleux, membre de la commission agriculture : « La région du goût ce serait bien, mais là seul le critère Région existe, nulle trace de critère de goût : pas étonnant quand on voit comment la région traite de la bio, du respect des paysans et des terres agricoles. C'est une occasion ratée, dommage que la Région ne s'appuie ni sur nos AOP, AIC, IGP, ni bio ni label rouge. Une marque locale sans critère de qualité, de goût, de santé ni d'environnement n'a pas de sens. La région devrait revoir ses exigences à la hausse. »

Les élu-es RCES s'abstiendront sur ce rapport.

#### Le campus numérique :

Laurent Wauquiez et Juliette Jarry ont lancé en janvier dernier leur feuille de route numérique. Xavier Niel, le charismatique patron de Free et fondateur de l'école 42, était venu annoncer l'implantation de son école pour développeurs informatiques sur le tout nouveau campus numérique. La phase de préfiguration de ce campus numérique est aujourd'hui soumise au vote.

Pour Fabienne Grébert, membre de la commission numérique : « On pouvait accueillir cette nouvelle avec bienveillance et intérêt, mais l'autre côté du tableau est bien plus

obscur: formations payantes sur des métiers en tension, un modèle économique indéfini et surtout un projet sans vision dont la seule ambition est la culture du chiffre. »

Les élu-es RCES voteront contre ce rapport.

#### Le tour de passe passe de la subvention Montanea :

C'est également aujourd'hui, que sera soumise au vote l'annulation et la réaffectation de la subvention à l'association Montanea. Cette subvention était un des motifs des soupçons de prise illégale d'intérêt pesant sur Gilles Chabert, conseiller Montagne de Laurent Wauquiez.

Les élus RCES ne participeront pas à ce vote et signaleront cette manœuvre au procureur de la République en complément de leur saisine initiale.\*\*

\*\*Parmi les éléments relevés : une subvention de 20 000 € attribuée à l'association Montanea le 17 novembre 2016. Ce dossier a été instruit par la commission montagne du 10 novembre 2016 présidée par Gilles Chabert. Ce même Gilles Chabert est membre du bureau de l'association Montanea.

C'est un des éléments sur lesquels repose le soupçon de prise illégale d'intérêt dont a été saisi le Procureur.

# Pour une solidarité internationale au-delà des clivages partisans

Publié le 20 avril 2017

**Un groupe de parlementaires de tous bords politiques s'unissent pour expliquer d'une seule voix l'importance de la contribution de la France dans la lutte contre l'extrême pauvreté dans le monde.**

En ces temps électoraux, les thèmes abordés lors de la campagne présidentielle par les candidat-e-s que nous soutenons respectivement nous divisent parfois faiblement, parfois clairement, parfois brutalement. Il existe cependant un sujet qui fait consensus, au travers duquel une mobilisation transpartisane s'est organisée : **l'aide publique au développement.**

Depuis plusieurs années, dans les commissions, les groupes de travail et au sein des hémicycles de l'Assemblée nationale et du Sénat, parlementaires de gauche, de droite et du centre, nous défendons ensemble cette politique publique et œuvrons à en faire un élément central de la diplomatie française. En 2017, après plusieurs années de coupes, l'aide française sera en augmentation : ainsi la France se remet enfin sur les rails pour atteindre l'objectif fixé dans les années 70 et maintes fois réitéré d'allouer 0,7% du revenu national brut à l'aide publique au développement.

Mais les efforts à fournir et le chemin à parcourir sont encore longs. Le monde évolue et la réponse que la France souhaitera y apporter sera déterminante. **Dans un monde globalisé et interdépendant, face à la montée des extrêmes, aux défis climatiques, aux inégalités grandissantes, à la recrudescence des conflits armés, le développement des régions du monde les plus fragiles mérite toute notre attention.** Soutenir l'égalité de genre, l'accès à la santé, à l'éducation, à la nutrition, ou à l'eau dans les pays les plus pauvres, s'assurer que tous les jeunes aient de véritables perspectives d'avenir, que les femmes aient les mêmes droits que les hommes, encourager les initiatives citoyennes d'ici et d'ailleurs, lutter contre la corruption et poser les bases de sociétés stables et pacifiques, est dans l'intérêt de tous et toutes, aujourd'hui plus que jamais.

Certes, la France ne peut pas tout, toute seule mais elle peut tout de même beau-

coup plus. Si l'Europe doit assumer son rôle en matière de solidarité internationale, il nous faut également, en France, une politique de développement qui soit un véritable élément central de notre politique étrangère. Nos voisins européens l'ont compris avant nous. Des pays comme le Royaume-Uni, la Suède, la Norvège ou le Danemark ont prouvé que c'est avant tout une question de volonté politique, loin des considérations budgétaires. Depuis 2013, ils allouent au moins 0,7% de leur revenu national brut à l'aide au développement, quand la France atteint difficilement les 0,4%.

Même si l'écart se réduit, les 0,7% ne doivent pas rester une chimère. Certes, des progrès impressionnants ont été réalisés dans la lutte contre l'extrême pauvreté depuis les années 90, et la part de la population mondiale vivant sous le seuil de l'extrême pauvreté a diminué de plus de moitié. Mais certaines régions du monde n'ont pas bénéficié autant des investissements réalisés pendant ces dernières décennies et deviennent de plus en plus fragiles, parfois de plus en plus instables. Les pays les plus pauvres n'ont souvent pas accès aux prêts, parce qu'insolvables. L'aide au développement française doit en tenir compte et augmenter la part des dons qui la composent, afin de répondre efficacement aux crises actuelles et futures et véritablement aider les pays les plus vulnérables, trop longtemps négligés par l'aide française. Dans cet effort, les revenus générés par les taxes solidaires comme celles sur les billets d'avion ou sur les transactions financières pourraient être mieux exploités et ne plus servir de seule compensation à la baisse de l'effort budgétaire. Le développement des pays les plus pauvres et la réduction des inégalités dans les régions les plus fragiles sont un investissement nécessaire et efficace pour construire un monde plus stable, plus juste et durable.

Nous nous tournons aujourd'hui vers l'avenir, un avenir encore à définir quant au futur président, au futur gouvernement et aux futurs représentant-e-s du peuple qui siégeront à l'Assemblée nationale et au Sénat renouvelé pour moitié. Si nos avis divergent sur les scénarios à venir, une chose est certaine : l'aide au développement ne doit pas subir les aléas de la vie politique et ses changements idéologiques.

Nous devons continuer à aller de l'avant vers ces 0,7%. Car à long terme, en matière de politique étrangère, le développement international est bel et bien notre meilleure carte à tous.

Nous nous y engageons en tant qu'hommes et femmes politiques, élus ou candidats aux législatives et nous le demandons à nos candidat-e-s à la plus haute fonction de la République.

*Signataires : Eric Alauzet (EELV), Pouria Amirshahi (PS), Kader Arif (PS), Danielle Auroi (EELV), Philippe Baumel (PS), Jean-Luc Bleuven (DVG), Christophe Bouillon (PS), Marie-George Buffet (PCF), Sabine Buis (PS), Jean-Jacques Candelier (PCF), Patrice Carvalho (PCF), Yves Censi (LR), Pascal Cherki (PS), Romain Colas (PS), Jean-Pierre Dufau (PS), Cécile Duflot (EELV), Valérie Fourneyron (PS), Jacqueline Fraysse (PCF), Brigitte Gonthier-Maurin (PCF), Philippe Gosselin (LR), Edith Gueugneau (DVG), Chantal Guittet (PS), Razzy Hammadi (PS), Matthieu Hanotin (PS), Fabienne Keller (LR), Jean Launay (En Marche !), Bruno Le Maire (LR), Bernard Lesterlin (PS), François Loncle (PS), Jean-François Mancel (LR), Didier Mandelli (LR), Jean-René Marsac (PS), Monique Orphé (PS), Bertrand Pancher (UDI), Dominique Potier (PS), Monique Rabin (PS), Jean-Luc Reitzer (LR), Eva Sas (EELV), Michel Terrot (LR) et Jean-Marie Tétart (LR).*

Source : [http://www.liberation.fr/debats/2017/04/19/pour-une-solidarite-internationale-au-dela-des-clivages-partisans\\_1563711](http://www.liberation.fr/debats/2017/04/19/pour-une-solidarite-internationale-au-dela-des-clivages-partisans_1563711)

9 mai 2017

## Pour une Europe démocratique écologique et solidaire

La page se tourne sur une campagne présidentielle pendant laquelle l'Europe aura finalement été au cœur des débats et des enjeux. Les visages qu'on lui a prêtés masquent difficilement l'impuissance à imaginer la poursuite d'un projet européen dont beaucoup semblent avoir perdu le sens. Le clivage politique qui se dessine autour d'un cadre manichéen « pour ou contre l'Europe » en devient caricatural et dangereux.

Aux simplistes distinctions entre souverainistes et partisans d'un statu quo européen, les écologistes doivent porter un projet alternatif. Nous ne serons pas seuls car dans la société européenne, les mobilisations et les mouvements existent qui défendent une Europe différente, plus démocratique, plus sociale, plus solidaire, plus soutenable. Ils veulent une réponse commune sur les questions climatiques, environnementales, de santé, d'alimentation, de migrations, sur la protection des droits sociaux, sur les luttes contre la fraude fiscale, pour la transparence, sur les atteintes aux libertés publiques, aux droits des femmes ou des minorités.

Nous savons comme écologistes, qu'il ne faut pas opposer les niveaux local, national et européen pour réussir les transitions écologique, démocratique et sociale, mais qu'au contraire il faut utiliser tous les leviers que l'Union européenne offre notamment en termes de normes ou d'investissements sur les transports ou l'énergie.

Pour cela, il faut revenir à un véritable projet politique, qui sorte des diktats comptables et de la primauté de la question économique, et faire émerger en Europe comme nouvel horizon pour les nouvelles générations une véritable communauté de destin.

C'est ce fragile équilibre entre la nécessité d'Europe et sa nécessaire transformation que portent quotidiennement nos élu-es au Parlement européen. Compte tenu de l'échéance électorale européenne en 2019, un large débat sur l'avenir tant

institutionnel, que politique de l'Union européenne est impératif. Des alternatives existent pour les Européens comme pour leurs représentants politiques. Des initiatives voient le jour depuis plusieurs années et ont vocation à être mutualisées, discutées ou complétées dans des échanges avec les autres forces européennes progressistes au cours des prochains mois.

Le sens du projet européen doit également être ouvertement débattu par le Parlement français. Les députés élu-e-s en juin devront veiller à ce que le Président du « nouveau politique » ne se range pas derrière les vieilles pratiques politiques européennes qui ont enterré toutes les tentatives de réforme constitutionnelle, ont ouvertement négligé les résultats de referendum ou des initiatives citoyennes, pour porter des politiques publiques empreintes de l'idéologie austéritaire envers les plus démunis et de dérégulation. Plus que jamais au Parlement l'écologie, la démocratie, la justice sociale et fiscale, la solidarité doivent être défendues.

En ce 9 mai, journée de l'Europe, il ne s'agit pas pour nous de commémorer ou de nous arrêter au chemin parcouru mais de rappeler l'urgence d'écrire un nouveau chapitre, plus solidaire, de notre histoire commune.

*David Cormand, Secrétaire national d'Europe Écologie Les Verts*

*Marie Toussaint, déléguée à l'Europe d'Europe Écologie Les Verts*

*Michèle Rivasi, députée européenne Europe Écologie, représentante de la délégation française du groupe Verts/ALE*

25 mars 2017

## 60 ans de l'Union : ce doit être l'anniversaire du sursaut

Il y a soixante ans, à Rome, six nations profondément meurtries par deux guerres mondiales firent le pari audacieux de passer de la confrontation à une coopération fondée sur des intérêts industriels et commerciaux communs.

Malgré les crises qu'elle traverse, l'Union européenne demeure aujourd'hui l'une des plus fortes ambitions que les Européens aient portée et le plus grand souffle d'espoir pour tous ceux qui ont connu l'oppression de régimes autoritaires. Elle est également le meilleur échelon pour assurer la protection sociale face au dumping et à la compétition fiscale, sociale et environnementale, et pour protéger climat et planète.

L'Europe est aujourd'hui menacée par la résurgence d'idéologies nationalistes cherchant à défendre que l'on est mieux tous seuls qu'unis dans la coopération. Elle l'est également par certain-es candidat-es à la Présidence de la République française qui, recherchant contrats juteux dans l'exploitation des matières premières, ou l'implosion de l'Europe et le retour des tensions aux frontières, s'en remettent à la Russie plutôt que de chercher à établir une véritable indépendance de l'Union en créant une défense commune et en prenant résolument le chemin des renouvelables.

Car l'écologie est assurément au cœur du nécessaire sursaut européen : alors que nous importons 29% de pétrole et 37,5% du gaz russes dans l'Union, une trajectoire 100% renouvelables, un nouveau traité énergétique et un plan d'investissement majeur dans la transition écologique de notre économie constitueraient des outils essentiels pour délier l'Europe des menottes des lobbies, notamment énergétiques. Il s'agirait du premier pan d'une Europe renouvelée, réellement sociale et solidaire, via la mutualisation des dettes et l'instauration d'une convergence et d'une protection sociale européenne. D'une Europe démocratisée, à travers un véritable processus Constituant qui établira la séparation des pouvoirs, consolidera les droits et les libertés fondamentaux et définira les objectifs de l'Union, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.

Nous voulons un nouvel élan pour une « Union encore plus étroite », faisant écho aux espoirs exprimés il y a soixante ans. Cette Europe, nous la construirons avec toutes les forces sociales, écologistes, démocrates qui croient fermement en un Plan A d'envergure. Ce sont ces forces que nous rejoignons ce samedi à Rome, aux côtés des écologistes européens et de Diem25 à travers la voix de Pascal Durand, député européen.

Soixante ans plus tard, l'heure n'est pas à la commémoration, ni à la nostalgie. Il est à l'écriture d'un nouveau chapitre de notre histoire commune, plus solidaire et plus durable.

